

# Tous en grève

## POUR DÉFENDRE NOS DROITS À UNE RETRAITE DÉCENTE

Malgré l'opposition à la réforme qui s'est largement exprimée dans la population, le pouvoir persiste et signe. Edouard Philippe a confirmé ce qu'on savait des principaux axes du projet qu'il souhaite mettre en place :

- l'adoption d'un système par points et calcul sur l'intégralité de la carrière et non plus les 25 meilleures années
- la fixation d'un âge pivot à 64 ans avec un système de malus pour ceux qui partiront plus tôt
- la suppression de la totalité des régimes spéciaux qui concernent en réalité un nombre infime de salariés et qui visent à compenser des inégalités liées aux conditions de travail à des pénibilités spécifiques.

Face à la mobilisation massive du monde du travail, le message est clair : le pouvoir actuel n'a aucune intention d'en tenir compte. Résultat, même la Cfdt, pourtant favorable au système par points, a rallié la mobilisation. Car derrière l'âge pivot, il y a une redoutable perspective, celle de glisser progressivement de 4 mois chaque année, de 62 ans en 2021 à 64 ans en 2027. Et il n'y a aucune garantie que ce mouvement s'arrête. Selon certaines projections, l'âge pivot pourrait atteindre 67 ans pour ceux nés dans les années 1990.

### Une régression pour tous

Derrière la communication démagogique du gouvernement, l'objectif est avant tout de faire des économies sur le dos des retraités. En limitant le montant total des pensions à un plafond (14% du PIB selon le rapport Delevoye qui a précédé la réforme), alors que la

réalité démographique va provoquer une augmentation du nombre de pensionnés et que le taux d'emploi des seniors en France est aujourd'hui le plus bas d'Europe, c'est bien une baisse massive du montant des pensions que le pouvoir veut imposer.

Or, selon plusieurs instituts d'analyse économique, la France est l'un des rares pays au monde où retraite ne rime pas mécaniquement avec pauvreté. C'est la preuve que notre système par répartition fondé sur la solidarité intergénérationnelle reste à ce jour l'un des meilleurs, même après trois décennies d'attaques successives.

Les exemples d'autres pays, pourtant économiquement développés, qui ont fait le choix de la retraite par points sont sans appel. En Suède, devenu un véritable laboratoire en grandeur nature, le système par points a été adopté il y a une vingtaine d'années. Conséquence : le niveau des pensions a nettement diminué et le taux de pauvreté chez les plus de 65 ans y est deux fois supérieur à celui que nous connaissons en France.

Avec la réforme, les droits seront calculés sur l'intégralité de la carrière et non plus sur les meilleures années de salaire comme c'est actuellement le cas, et à situation de cotisation égale, le montant des pensions variera en fonction des paramètres démographiques et budgétaires de l'année où l'on partira en retraite. Enfin, au sein du conseil soi-disant paritaire chargé de calculer la valeur du point à partir d'éléments quasi-ésotériques, le ministère des finances disposera d'un droit de véto.

De l'aveu même de François Fillon, premier ministre lors de la dernière réforme du système de retraites en 2010 et fervent promoteur du système par points : « le système par points, ça permet une chose qu'aucun homme politique n'avoue : ça permet chaque année de baisser la valeur des points et de diminuer le niveau des pensions ». Parole d'expert.

Cerise sur le gâteau de l'hypocrisie : le gouvernement affirme que son projet constitue une avancée sociale (sic) car aucune pension mensuelle ne serait inférieure à 1000 euros pour *tous ceux qui disposeront d'une durée de cotisation assurant un départ à taux plein*. Or les précaires et plus généralement tous ceux qui ont connu des carrières hachées, donc les plus fragiles (les femmes et les débuts de carrière), ne seront par définition pas concernés par ce minima à 1000€. Et il est clair que l'impact du système à point permettra de prendre à ceux qui ont une retraite à peine au-dessus de 1000€ pour donner à ceux qui sont en dessous. La justice sociale selon Macron.

« *Il n'y aura ni vainqueur, ni vaincu* (E. Philippe)

Une fois le montant des pensions largement amputé, ceux qui en auront les moyens seront poussés à souscrire des contrats complémentaires auprès de sociétés d'assurances privées. Si elle devait passer, les vrais gagnants de cette réforme seraient donc les fonds de pensions, comme le groupe *Blackrock*, qui lorgnent sur le gâteau farami-

neux des cotisations retraites depuis des années et qui jouissent d'une écoute attentive du pouvoir en place. Les révélations sur le conflit d'intérêts de Jean-Paul Delevoye (qui pilote le projet de réforme) avec le monde des assurances privées (entre autres) sont particulièrement éclairantes.

Mais il y a pire car, au delà de la baisse de pouvoir d'achat imposée par cette souscription supplémentaire, ce sont bien les intérêts de ces groupes qui représentent un très grand danger. En effet, l'une des vertus du système actuel par répartition, c'est sa déconnexion d'avec marchés financiers. Avec cette réforme et la retraite par capitalisation, de nombreux français seraient contraints pour assurer le niveau de leurs pensions d'accepter des impératifs liés à la rentabilité des placements boursiers qu'ils auront souscrits. Or, ces derniers sont directement responsables de la pression observée partout sur les salaires et sur l'emploi. Si le gouvernement obtenait gain de cause, les conséquences de cette réforme iraient donc bien au delà de la seule question des retraites.

Après le démantèlement du Code du travail et la réforme catastrophique de l'assurance chômage, nous devons tout faire pour éviter une attaque supplémentaire contre notre modèle social qui comporte le droit fondamental à vivre décemment.

Paris, le 16 décembre 2019

**Tous en grève à partir du lundi 16 et dans les manifestations le 17 décembre pour dire NON au saccage de notre système de retraite !!!**

**RDV** Fédéral avec la CGT Culture devant les Archives Nationales - 60 rue des Francs-Bourgeois, à 12H30, départ pour rejoindre le cortège à République à 13H

En région, voir la [carte des mobilisations](#)